

# Les revenus d'activité des indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services en 2007

Magali Flachère, division Salaires et revenus d'activité, Insee

**L**a population des travailleurs indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services augmente de 2 % par an environ entre 2002 et 2007 pour atteindre 1,5 million en 2007. Leur revenu d'activité moyen est de 28 400 euros par an, mais pour 13 % d'entre eux, il est nul ou négatif. De 2005 à 2007, le revenu moyen s'accroît en euros constants de 1,9 % par an.

Pour les indépendants actifs tout au long de cette période, l'évolution du revenu est plus dynamique (+ 3,3 % par an en euros constants), tout particulièrement dans le BTP (+ 4,2 %) et les services (+ 3,8 %). Elle est par contre légèrement négative pour les pharmaciens (- 1,8 %).

En 2007, en France métropolitaine et dans les DOM, environ 2,3 millions de travailleurs indépendants exercent des métiers aussi divers que commerçants, exploitants agricoles, entrepreneurs de l'industrie, de la construction ou des services et professions libérales. Les agriculteurs et les professions libérales de la santé, soit 800 000 personnes, sont exclus du champ de cette étude. Au sein des 1,5 million autres indépendants, le secteur des services est le plus important (43 %) ; viennent ensuite le commerce (27 %), la construction (17 %), et enfin l'industrie (6 %). Cette population, hétérogène en termes de secteur d'activité, l'est tout autant en termes de revenu et de niveau de qualification. Par exemple, les professions libérales rassemblent avocats, architectes, experts-comptables, consultants, professionnels de la finance et de l'assurance, soit environ un cinquième des non-salariés des services, qui requièrent nécessairement une qualification élevée. Enfin, un quart des non-salariés sont des femmes contre 45 % des salariés.

En 2007, 230 000 indépendants ont aussi été salariés la même année, soit parce qu'ils ont changé de statut en cours d'année (c'est notamment le cas des créateurs d'entreprise), soit parce qu'ils ont cumulé simultanément ces

deux statuts. Près de 80 000 d'entre eux peuvent être considérés comme principalement salariés car leurs revenus salariaux (*définitions*) sont plus élevés que les revenus qu'ils tirent de leur activité non salariée. Cette pluriactivité est plus fréquente dans certains secteurs : une personne sur trois dans les activités du spectacle, contre moins d'une sur dix dans la construction.

## Une population qui croît ces dernières années

Sur longue période, de 1990 à 2007, l'emploi non salarié a décliné. Ce mouvement est principalement imputable à la réduction continue de l'emploi agricole. Hors agriculture, en 2007, le nombre de non-salariés a progressé de 1,9 %, soit un rythme proche de celui de 2006 (2,2 %) et plus largement de celui de la période 2002-2007 (+ 2 %). Le secteur le plus dynamique en 2007 est le BTP (+ 4,8 %), le secteur tertiaire continuant de croître (+ 2 %) alors que l'emploi se réduit dans l'industrie. Au sein des services, les services à la personne (pressing, coiffure-beauté), l'enseignement et les taxis affichent un plus grand dynamisme que les hôtels, cafés, restaurants. En général, ces évolutions ne font que prolonger le mouvement observé depuis 2002, avec notamment une croissance plus forte dans les services que dans le commerce.

## Des revenus d'activité très hétérogènes

En 2007, les non-salariés perçoivent en moyenne 28 400 €, ou 34 500 € en excluant les rémunérations nulles ou négatives (alors considérées comme nulles - *sources*). Environ 13 % d'entre eux déclarent un revenu négatif ou nul, la moitié perçoit un revenu inférieur ou égal à 16 600 € et 10 % dégagent un revenu supérieur à 63 100 €. Ainsi, l'écart interquartile des revenus d'activité des indépendants (rapport entre le revenu plancher des 25 % les mieux payés et le revenu plafond des 25 % les moins payés) est de 6,5 alors qu'il n'est que de 2,7 pour le revenu salarial des salariés. La moyenne recouvre ainsi une grande hétérogénéité, tant entre secteurs

INSEE  
PREMIERE

d'activité qu'au sein de chacun d'entre eux (tableau 1).

Le secteur d'activité est le premier facteur de disparités : les revenus moyens varient de 12 800 € dans les activités du spectacle ou 18 300 € dans le commerce de détail à 90 600 € pour les pharmaciens et 108 600 € pour les juristes. Les professionnels de la finance (62 300 €) et les autres professions libérales (architectes, experts-comptables, consultants) se situent au-dessus de la moyenne (45 500 €). Les métiers de bouche (boulangers, bouchers, charcutiers...) et les artisans du BTP se situent à un niveau intermédiaire avec respectivement 26 900 € et 28 700 €. Ces disparités entre secteurs renvoient, pour une large part, aux qualifications nécessaires pour exercer ces activités, mais pas seulement. Au sein d'un même secteur, les disparités de revenus sont plus ou moins marquées : dans le BTP et la pharmacie, le rapport interquartile est de 3 environ alors qu'il est de 7,6 dans le commerce de détail et de 11,7 dans les professions artistiques.

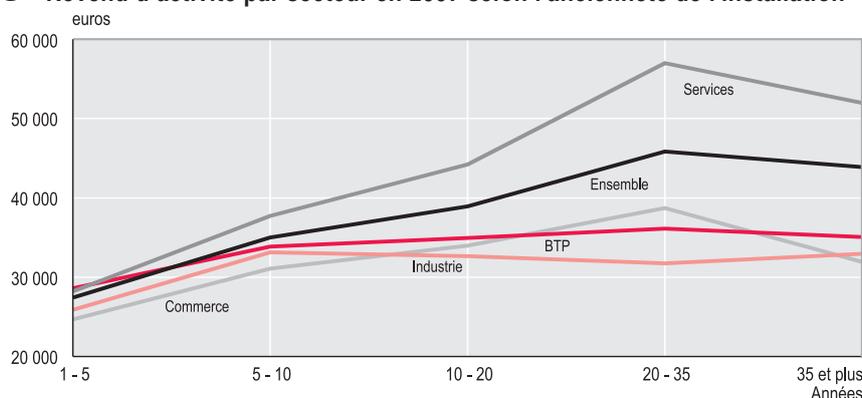
De ce fait, les revenus d'activité sont plus dispersés chez les non-salariés que chez les salariés. Le dernier décile du

revenu d'activité des non-salariés est supérieur de 96 % à celui des salariés alors que pour la médiane, cet écart est de 3 % seulement en faveur des non-salariés. Les non-salariés se distinguent des salariés par le poids des hauts revenus : le ratio 9<sup>e</sup> décile/médiane est ainsi de 3,8 contre 2 pour les salariés. Cette forte dispersion vers le haut de la distribution chez les non-salariés se vérifie pour plusieurs secteurs, notamment les professions libérales, l'immobilier et le commerce de gros.

L'ancienneté de l'entreprise (définition) est un autre déterminant du revenu d'activité (graphique 1). Comparée à

une entreprise créée dans l'année, celle qui a plus de cinq ans d'existence procure à son patron, toutes choses égales par ailleurs, un revenu d'activité supérieur de 153 %. Entre un et cinq ans, ce surcroît de gain potentiel est de 85 %. Au-delà de 35 ans d'existence, l'effet « ancienneté » se réduit, mais la population concernée représente moins de 1 % des non-salariés et elle est relativement âgée (66 ans en moyenne). C'est dans le secteur des services que l'effet de l'ancienneté est le plus marqué, et pour le BTP qu'il est le plus faible. Le commerce se situe dans une position médiane.

### ① Revenu d'activité par secteur en 2007 selon l'ancienneté de l'installation



Champ : non-salariés ayant entre 18 et 80 ans et dont le revenu d'activité est non nul.

Source : Insee, base non-salariés.

### ① Niveaux et dispersions des revenus d'activité (y compris revenus nuls) en 2007

Secteur d'activité	Revenu d'activité (euros)		Proportion de revenus nuls (%)	Rapport interquartile	D9/Médiane	Répartition de la population (%)
	Moyen	Médian				
<b>Services</b>	<b>32 200</b>	<b>16 000</b>	<b>12,0</b>	<b>6,3</b>	<b>4,5</b>	<b>42,9</b>
Professions juridiques	108 600	57 300	2,5	4,3	4,3	3,3
Finance	62 300	41 200	11,4	6,1	3,2	1,6
Autres professions libérales (architectes, experts-comptables...)	45 500	29 500	9,8	5,5	3,5	4,9
Immobilier	30 300	16 000	25,2	nd	4,7	2,5
Transport autre que routier de voyageurs et taxi	29 400	21 900	10,6	3,5	2,7	1,6
Autres services aux entreprises (contrôle technique, publicité, nettoyage...)	28 100	15 700	15,0	9,2	4,2	7,2
Hôtels, cafés, restaurants	20 500	14 200	13,6	4,8	3,1	9,2
Enseignement - Social	19 500	12 100	10,6	6,7	3,7	1,8
Transport routier de voyageurs et taxi	17 600	13 300	4,5	2,2	2,4	1,8
Blanchisserie, coiffure, beauté...	14 100	11 100	8,7	3,7	2,5	5,8
Prod. de films, spectacles, activités récréatives	12 800	5 900	16,0	11,7	4,4	3,3
<b>BTP</b>	<b>28 700</b>	<b>21 700</b>	<b>6,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,6</b>	<b>17,0</b>
<b>Industrie</b>	<b>26 000</b>	<b>16 600</b>	<b>10,1</b>	<b>5,9</b>	<b>3,5</b>	<b>5,8</b>
<b>Commerce</b>	<b>25 900</b>	<b>15 400</b>	<b>10,9</b>	<b>7,0</b>	<b>3,9</b>	<b>26,7</b>
Commerce pharmaceutique	90 600	76 800	3,3	2,8	2,3	1,6
Commerce de gros	29 500	16 600	17,3	9,0	4,2	3,7
Boulangers, bouchers...	26 900	20 800	6,9	3,3	2,7	2,5
Commerce automobile	25 900	19 100	9,7	3,6	2,8	2,9
Commerce de détail	18 300	11 200	11,1	7,6	3,7	15,9
<b>Secteur indéterminé</b>	<b>18 400</b>	<b>5 700</b>	<b>38,2</b>	<b>nd</b>	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>
<b>Ensemble</b>	<b>28 400</b>	<b>16 600</b>	<b>12,6</b>	<b>6,5</b>	<b>3,8</b>	<b>100,0</b>

Lecture : dans le secteur du commerce automobile, les 25 % des revenus d'activité les plus importants sont 3,6 fois plus élevés que les 25 % les plus faibles (rapport interquartile) ; les 10 % des revenus d'activité les plus importants sont 2,8 fois plus élevés que les 50 % les plus faibles (rapport D9/Me). Les secteurs et les sous-secteurs ont été classés par ordre décroissant de revenus moyens.

Source : Insee, base non-salariés.

Enfin, la différence de revenus d'activité entre hommes et femmes est significative. Les hommes non salariés perçoivent un revenu d'activité supérieur de 35 % à celui des femmes, toutes choses égales par ailleurs. Parmi les éléments non pris en compte ici mais qui peuvent expliquer cet écart en faveur des hommes, figure très probablement le temps hebdomadaire de travail.

## De 2005 à 2007, le revenu moyen augmente

Au cours de la période 2005-2007, le revenu moyen d'activité des non-salariés de l'industrie, de la construction, du commerce et des services s'accroît de 1,9 % par an en euros constants. Cette augmentation provient d'une part, de la réduction de la proportion de revenus

négatifs ou nuls (qui passe, en deux ans, de 14 % à 12,6 %) et d'autre part, de la croissance du revenu moyen des non-salariés déclarant des revenus strictement positifs (+ 1,2 % - *tableau 2*). Au cours de la même période, le revenu salarial moyen des salariés à temps complet du secteur privé s'accroît de 2 % l'an, en euros constants.

Après une mauvaise conjoncture en 2002 et 2003, le PIB augmente à un rythme annuel de 2,2 % sur la période 2005-2007. Les conjonctures sectorielles ont été assez diverses au cours de cette période : particulièrement dynamiques dans le conseil et assistance, le commerce de gros et de détail et le BTP mais moins porteuses dans les services aux particuliers. En cohérence avec cette hiérarchie, les revenus des non-salariés augmentent davantage dans les services aux entreprises (+ 3,1 %), le BTP (+ 2,6 %), le commerce de détail (+ 3,7 %) et le commerce de gros (+ 5,8 %) que dans certains services aux particuliers – blanchisserie, coiffure, beauté – (+ 0,4 %). Mais ce lien entre conjoncture sectorielle et évolution du revenu moyen n'est pas systématique. Par exemple, dans l'hôtellerie-restauration, l'activité évolue comme l'ensemble de l'économie alors que le revenu d'activité des indépendants du secteur est plus dynamique (+ 4,3 %). Au sein du commerce de détail, le revenu d'activité des métiers de bouche – boulangers, bouchers, charcutiers – et des pharmaciens tend à baisser en moyenne (entre - 1,1 % et - 3,7 % par an en euros constants).

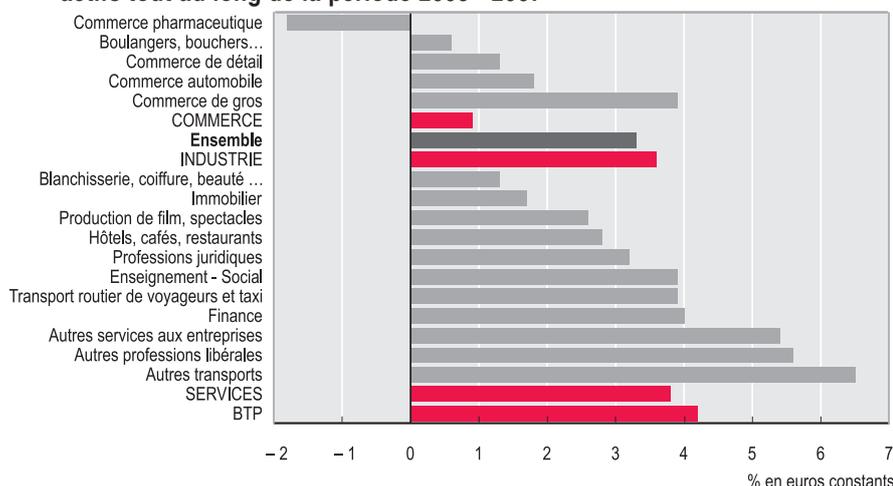
## ② Évolution annuelle moyenne en euros constants entre 2005 et 2007 du revenu d'activité des indépendants par secteur

Secteur d'activité	Taux de croissance		Proportion de revenus nuls	
	Avec les revenus nuls	Sans les revenus nuls	2005	2007
	en %			
<b>Industrie</b>	<b>4,0</b>	<b>2,8</b>	<b>12,3</b>	<b>10,1</b>
<b>Services</b>	<b>3,3</b>	<b>2,0</b>	<b>14,2</b>	<b>12,0</b>
Autres services aux entreprises (contrôle technique, publicité, nettoyage...)	7,1	4,6	18,9	15,0
Production de film, spectacles, activités récréatives	6,2	5,4	17,3	16,0
Transport routier de voyageurs et taxi	5,0	4,9	4,7	4,5
Hôtels, cafés, restaurants	4,3	2,6	16,4	13,6
Transport autre que routier de voyageurs et taxi	4,2	3,1	12,4	10,6
Autres professions libérales (architectes, experts-comptables...)	3,6	2,3	12,1	9,8
Enseignement - Social	2,8	1,9	12,2	10,6
Immobilier	2,7	0,6	28,3	25,2
Finance	2,4	1,5	12,9	11,4
Professions juridiques	1,8	1,6	2,9	2,5
Blanchisserie, coiffure, beauté...	0,4	0,1	9,3	8,7
<b>BTP</b>	<b>2,6</b>	<b>2,1</b>	<b>7,0</b>	<b>6,0</b>
<b>Commerce</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>12,9</b>	<b>10,9</b>
Commerce de gros	5,8	4,0	20,2	17,3
Commerce de détail	3,7	2,4	13,3	11,1
Commerce automobile	2,3	1,3	11,4	9,7
Boulangers, bouchers...	- 1,1	- 1,6	7,7	6,9
Commerce pharmaceutique	- 3,7	- 3,9	3,6	3,3
<b>Indéterminé</b>	<b>2,0</b>	<b>- 4,9</b>	<b>46,3</b>	<b>38,2</b>
<b>Ensemble</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>14,0</b>	<b>12,6</b>

Lecture : dans l'industrie, le revenu d'activité a crû, en euros constants, de 4 % avec prise en compte des revenus nuls et de 2,8 % sans les prendre en compte, du fait de la baisse de la proportion de revenus nuls qui est passée de 12,3 % à 10,1 %. Les secteurs ont été classés par ordre décroissant du taux de croissance des revenus y compris les revenus nuls.

Source : Insee, base non-salariés.

## ② Croissance annuelle du revenu d'activité moyen des indépendants actifs tout au long de la période 2005 - 2007



Source : Insee, base non-salariés.

## Des évolutions individuelles très dispersées

Indépendamment des dynamiques sectorielles, le revenu moyen augmente aussi sous l'effet des modifications de la structure de la population : démographie différenciée selon les secteurs, réduction de la proportion de revenus déclarés nuls, renouvellement de cette population (les taux d'entrée et de sortie sont de l'ordre de 10 % par an).

Pour aller au-delà de ces évolutions moyennes, il est utile de s'intéresser à la dynamique propre du revenu des indépendants présents comme tels, tout au long de la période étudiée. Pour ces 1,3 million de non-salariés actifs tout au long de la période 2005-2007, le revenu

moyen en euros constants a augmenté de 3,3 % en moyenne annuelle. En tête des secteurs arrivent le BTP (+ 4,2 %) et les services (+ 3,8 %) suivis du commerce (+ 0,9 %). Dans ce dernier secteur, l'évolution reste légèrement positive pour les métiers de bouche (+ 0,6 %) mais elle est négative (- 1,8 %) pour les pharmaciens (*graphique 2*).

Cette évolution moyenne recouvre toutefois des situations très contrastées. Les évolutions individuelles du revenu sont souvent irrégulières et erratiques. C'est particulièrement vrai pour les non-salariés qui créent leur entreprise et qui ont parfois des revenus négatifs, nuls ou très faibles la première année, avant de progresser fortement les années suivantes. Aussi, pour mieux caractériser les non-salariés et leur trajectoire, ils ont été répartis en 2005 et en 2007, au sein de chaque secteur, en trois classes sur la base de leurs revenus : ceux dont le revenu est « négatif ou nul » pour l'année considérée, ceux dont le revenu est

inférieur au seuil de 25 % du revenu médian du secteur l'année considérée, et ceux dont le revenu est supérieur à ce seuil.

En 2005, 11 % des non-salariés présents sur la période avaient un revenu négatif ou nul : 18,2 % des seuls gérants de SARL et 7,8 % des autres indépendants, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels (*tableau 3*). Pour ces derniers, un revenu négatif ou nul se déduit mécaniquement du caractère déficitaire du compte d'exploitation de leur entreprise ; 59 % d'entre eux étaient en 2005 à la tête d'une entreprise de moins de deux ans. Pour les gérants, un revenu d'activité nul peut résulter soit d'un exercice réellement déficitaire soit d'un arbitrage en faveur d'une rémunération en dividendes plutôt qu'en revenu d'activité. Cette propension des gérants à déclarer plus fréquemment que les autres des revenus nuls se confirme dans le temps. Près de 60 % des gérants déclarant en 2005 ces revenus nuls sont dans la même situation deux ans plus tard alors que ce n'est le cas que de 45 % des autres non-salariés ayant déclaré des revenus négatifs ou nuls en 2005.

10 % de non-salariés ont déclaré en 2005 des revenus inférieurs au seuil de 25 % de la médiane de leur secteur ; parmi eux, la moitié accèdent en 2007 à un revenu supérieur à ce seuil. Dans ce cas, le taux de croissance moyen du revenu est très élevé (+ 184 %).

Enfin, parmi les non-salariés ayant déclaré en 2005 des revenus « supérieurs au seuil », soit 79 % des indépendants actifs tout au long de la période, 92 % sont toujours dans la même situation en 2007. Cela n'empêche pas que les évolutions du revenu d'activité soient très dispersées : un tiers d'entre eux bénéficient d'une croissance de leurs revenus supérieure à 10 % par an en euros constants, ce qui représente une hausse moyenne de 31 %, et un quart subit une baisse toujours supérieure à 10 % par an, celle-ci étant en moyenne de 24 %.

## Bibliographie

- « Les revenus d'activité des indépendants » *Insee Références*, édition 2009.  
 « Les professions libérales en 2007 » Magali Flachère, *Insee Première* n°1282, février 2010.  
 « L'activité des pharmacies de 2000 à 2006 » Marc Collet, Claire De Kermadec *Insee Première* n°1267, novembre 2009.

## Sources

La base « Non-salariés » utilisée ici est issue d'une source administrative gérée par l'Acos (l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale), caisse nationale des Urssaf. Celle-ci collecte les cotisations sociales ainsi que la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) assises sur les rémunérations des non-salariés.

Dans le cas d'un entrepreneur individuel ayant un exercice déficitaire, l'Urssaf considère son revenu (assiette de la CSG) comme nul. Dans le cas du gérant, le revenu est fixé par lui-même et apparaît dans les comptes de l'entreprise. Il ne peut être que positif ou nul.

Le modèle utilisé ici pour expliquer le revenu d'activité toutes choses égales par ailleurs, retient les variables suivantes : le secteur d'activité, l'ancienneté, l'âge, le sexe, la localisation, la catégorie juridique, le fait d'être employeur ou non, ou d'être pluriactif.

## Définitions

**Revenu d'activité des non-salariés** : le revenu d'activité retenu ici pour les non-salariés est le revenu annuel déclaré aux Urssaf pour une année donnée, qu'il corresponde ou non à une activité à temps complet sur toute l'année.

Le concept le plus proche pour les salariés est le **revenu salarial**, c'est-à-dire l'ensemble des salaires perçus au cours d'une année donnée, par un individu donné, éventuellement pour plusieurs postes de travail et quelle que soit sa durée d'emploi sur l'année ou sa quotité de travail.

**Ancienneté de l'entreprise** : ce concept renvoie ici à l'« âge » de l'entreprise. Il diffère quelque peu de la notion d'ancienneté d'un salarié dans l'entreprise.

### 3 Indépendants actifs sur toute la période ayant changé de classe de revenu entre 2005 et 2007

en %

Revenu en 2005	Revenu en 2007		
	Nul	Inférieur au seuil	Supérieur au seuil
<b>Gérants de SARL</b>			
Nul	10,6	1,6	6,0
Inférieur au seuil	1,3	1,7	4,2
Supérieur au seuil	3,1	2,2	69,2
<b>Entrepreneurs individuels</b>			
Nul	3,5	1,2	3,1
Inférieur au seuil	1,4	4,6	4,6
Supérieur au seuil	3,6	3,6	74,3
<b>Ensemble</b>			
Nul	5,8	1,3	4,0
Inférieur au seuil	1,4	3,7	4,5
Supérieur au seuil	3,5	3,2	72,6

Lecture : chez les gérants, 4,2 % des non-salariés sont passés d'un revenu en 2005 inférieur au seuil de 25 % de la médiane de leur secteur à un revenu en 2007 supérieur au seuil de 25 % de la médiane de leur secteur.

Champ : non-salariés présents en 2005 et 2007.

Sources : *Insee*, base non-salariés.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/liste-abonnements.htm>

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

Tél. : 03 22 97 31 70

Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2010

Abonnement annuel :  74 € (France)  92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Philippe Cotis  
Rédacteur en chef :  
Gilles Rotman  
Rédacteurs :  
L. Bellin, A.-C. Morin,  
C. Perrel, C. Pfister  
Maquette : S. Laterza  
Impression : Jouve  
Code Sage IP101306  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2010

